

Acheteur Public
Office National des Combattants et des Victimes de Guerre
Hôtel National des Invalides
129 rue de Grenelle - Escalier B
CS 70780
75700 PARIS CEDEX 07

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTION

Cahier des Clauses Administratives Particulières

(C.C.A.P)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 : Généralités	4
1.1. <i>Caractéristiques principales</i>	4
1.1.1. Objet du marché accord-cadre	4
1.1.2. Technique d'achat	4
1.1.3. Durée et reconduction	4
1.1.4. Mise en œuvre du marché accord-cadre et des marchés subséquents	5
1.2. <i>Intervenants</i>	7
1.2.1. Acheteur	7
1.2.2. Titulaires	7
1.3. <i>Pièces constitutives</i>	7
1.3.1. Pièces contractuelles	7
1.3.2. Pièces contractuelles des marchés subséquents (MS)	8
1.4. <i>Obligations générales d'exécution</i>	8
1.4.1. Protection des données personnelles – RGPD.....	8
1.4.2. Assurances	8
1.4.3. Documentation à fournir en cours d'exécution.....	8
Article 2 : Prix et règlement.....	9
2.1. <i>Prix du marché accord-cadre</i>	9
2.1.1. Caractéristiques des prix	9
2.1.2. Contenu des prix.....	9
2.1.3. Variation des prix.....	9
2.1.4. Clause de sauvegarde	10
2.2. <i>Modalités de règlement</i>	10
2.2.1. Avance	10
2.2.2. Répartition des paiements	10
2.2.3. Acomptes.....	11
2.2.4. Demande de paiement	11
2.2.5. Acceptation de la demande de paiement.....	11
2.2.6. Paiement pour solde et règlements partiels définitifs	11
2.2.7. Mode de règlement.....	12
Article 3 : Délais – Pénalités – Retenues	12
3.1. <i>Délais</i>	12
3.1.1. Délais d'exécution	12
3.1.2. Prolongation des délais	12
3.2. <i>Pénalités</i>	12
3.2.1. Plafonnement des pénalités de retard	12
3.2.2. Exonération des pénalités de retard	12
3.2.3. Condition d'application des pénalités de retard.....	12
3.2.4. Recouvrement des pénalités	12
3.2.5. Pénalités / retenues.....	13
Article 4 : Exécution des prestations.....	13
4.1. <i>Développement durable</i>	13
4.1.1. Clause environnementale	13
4.2. <i>Pilotage</i>	14
4.3. <i>Moyens mis à disposition du titulaire</i>	14
4.3.1. Moyens.....	14
4.3.2. Assurance des moyens mis à disposition des titulaires	14
4.4. <i>Lieux d'exécution</i>	14
4.5. <i>Rapports / Rapports d'exploitation</i>	14

4.6.	<i>Arrêt de l'exécution des prestations</i>	14
4.7.	<i>Modifications</i>	14
Article 5 :	Constatations de l'exécution des prestations – Garanties – Destruction des données.....	15
5.1.	<i>Constatations</i>	15
5.1.1.	Opérations de vérification	15
5.1.2.	Décisions après vérification	15
Article 6 :	Utilisation des résultats	15
Article 7 :	Résiliation	15
Article 8 :	Différends	16
Article 9 :	Dérogations au CCAG-PI	16

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Article 1 : Généralités

Le présent marché accord-cadre est passé en application des dispositions du Code de la commande publique en vigueur à la date du lancement de la consultation afférente.

1.1. Caractéristiques principales

1.1.1. Objet du marché accord-cadre

Le marché accord-cadre a pour objet les missions de contrôle technique de la construction des opérations de travaux de l'ONaCVG.

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les modalités d'exécution du marché accord-cadre et les modalités de passation et dispositions communes aux marchés subséquents (MS) qui seront passés en son application.

Le descriptif détaillé des prestations des MS figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Code CPV de la consultation : 71631300-Services de contrôle technique de bâtiments

1.1.2. Technique d'achat

Le marché accord-cadre est multi-attributaires.

Il est exécuté par la conclusion de marchés subséquents (MS) selon les dispositions des articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

En application de l'article R. 2162-2 du Code de la Commande Publique, les MS seront attribués après mise en concurrence organisée entre les titulaires du marché accord-cadre.

Le marché accord-cadre est conclu avec les montants ci-dessous :

Montant minimum sur toute la durée	Montant maximum sur toute la durée du marché
Sans minimum	400 000 € HT

Le montant maximum correspond à l'engagement des titulaires d'honorer les commandes passées par l'établissement à concurrence de ce montant.

1.1.3. Durée et reconduction

1.1.3.1. Durée initiale du marché accord-cadre

Le marché accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 22/10/25 ou de sa date de notification si elle lui est postérieure.

1.1.3.2. Reconduction du marché accord-cadre

Sauf décision de non reconduction notifiée aux titulaires du marché accord-cadre concerné 1 mois avant son échéance, le marché accord-cadre fera l'objet d'une reconduction tacite d'une durée d'un an reconductible trois fois, sans que sa durée maximale ne puisse excéder 4 ans (48 mois).

Les titulaires ne peuvent refuser sa reconduction.

Dans l'hypothèse de la non reconduction d'un marché accord-cadre, les MS y afférents continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non reconduction, la validité du marché accord-cadre court jusqu'au terme de la période en cours. La non reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

1.1.3.3. Durée des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus pour une durée débutant de leur date de notification à la date d'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux correspondants telle qu'elle est définie à l'article 44.1 du

CCAG-travaux ou, le cas échéant, après admission du rapport émis sur vacation commandée pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Dans le cas de MS accords-cadres à bons de commande, les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du MS accord-cadre.

La durée et les délais d'exécution des MS seront fixés dans les pièces de chaque marché.

1.1.4. Mise en œuvre du marché accord-cadre et des marchés subséquents

1.1.4.1. Modalités de communication

Les parties au marché communiqueront entre elles :

- directement aux titulaires contre récépissé daté et signé,
- par lettre recommandée avec accusé de réception postale,
- via le profil acheteur et dans les conditions fixées à l'article 3.1.2 du CCAG-PI,
- par courrier électronique avec accusé de réception. Dans le cas où cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique des titulaires, ceux-ci seront invités à accuser réception pour valoir notification. À défaut d'accusé de réception, les titulaires sont réputés avoir reçu cette notification à l'issue d'un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi du courrier électronique.

À cette fin, les titulaires fourniront en début de marché une adresse de courrier électronique valide.

1.1.4.2. Marchés subséquents (MS)

Le contenu détaillé des prestations confiées au titre de chacun des MS passés ainsi que leur durée ou leurs délais d'exécution seront fixés dans les pièces de chaque MS.

Leur forme sera définie dans chaque MS et pourra être selon le cas :

- un marché ordinaire,
- un marché accord-cadre à bons de commande,
- un marché à tranches avec leurs définitions.

A - Modalités de remise en concurrence

Lors de la survenance d'un besoin, les remises en concurrence seront réalisées par la consultation, sans négociation, des titulaires du marché accord-cadre. Chaque mise en concurrence peut porter sur tout ou partie des prestations objet du marché accord-cadre.

Les offres remises devront être conformes aux caractéristiques fixées dans le marché accord-cadre et les documents propres au MS concerné.

La consultation et la remise des offres s'effectuent via le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le délai de réponse à la consultation sera au minimum de cinq (5) jours ouvrés et sera précisé dans la lettre de consultation sauf cas des interventions d'urgence où le délai pourra être écourté.

Les titulaires du marché accord-cadre ont obligation de déposer une offre à chaque remise en concurrence. En cas de non réponse d'un titulaire, celui-ci pourra voir son marché accord-cadre résilié selon les stipulations de l'article 7 supra.

B - Constitution du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprendra les documents suivants :

- un courriel de consultation,
- un acte d'engagement du MS,
- un cadre de décomposition du prix global et forfaitaire et du temps prévisionnel,
- un cadre de réponse relatif au choix des personnels désignés au regard des missions confiées,
- une fiche de renseignements concernant l'opération de travaux,
- un cahier des charges complémentaire, le cas échéant,

le cas échéant, toutes autres pièces estimées nécessaires à la formulation de l'offre.

C - Durée de validité des offres

À défaut d'indication dans le courriel de consultation, la durée de validité des offres est au minimum de 30 jours à compter de la date limite de remise de l'offre du MS concerné.

L'offre doit être établie en valeur du mois M_0 défini au marché accord-cadre concerné la première année, puis à la valeur révisée les années suivantes selon les dispositions de l'article 2.1.3 du présent C.C.A.P.

Les prix de chaque MS sont fermes pour toute leur durée d'exécution.

D - Critères d'attribution des MS

Pour chaque MS, l'acheteur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

Critères d'attribution des MS	Plage de pondération
1 – Valeur technique (adéquation de la qualification technique de l'équipe avec l'opération, nombre d'heures proposé en rapport avec la complexité et la durée de l'opération, délais d'exécution...)	Entre 30 % et 70 %
2 – Prix	Entre 70 % et 30 %

Les critères de sélection et les pondérations seront fixés dans le courriel de consultation.

E - Attribution du MS

Dans le cas où aucune offre ne répond au besoin, les titulaires pourront être sollicités à nouveau pour compléter ou préciser leurs offres.

L'acheteur se réserve la faculté de ne pas donner suite à la consultation si elle n'a pas obtenu d'offres qui lui paraissent acceptables :

- Offres manifestement erronées ou ne répondant que partiellement ou pas du tout au besoin.
- Offres dont le montant global est hors budget. Dans ce cas, la consultation est déclarée infructueuse.

Une nouvelle consultation peut alors être lancée dans les mêmes conditions.

L'acheteur est délié de l'exclusivité contractuelle dont bénéficient les titulaires au cas où aucune offre régulière, acceptable ou appropriée n'a été remise.

Dans le cadre d'offres conformes, suite à l'analyse, l'acheteur informera l'attributaire que son offre a été retenue et lui demandera la production des certificats listés aux articles R. 2143-5 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique et le cas échéant, l'acte d'engagement du marché signé et la mise au point.

À défaut de production dans le délai imparti, son offre sera éliminée. La même demande sera faite auprès du candidat suivant, dans l'ordre de classement. Le marché sera attribué au candidat le mieux placé qui aura produit toutes les attestations.

L'acheteur informera ensuite, les titulaires du marché accord cadre non retenus du rejet de leur offre au titre du MS concerné.

Le cas échéant, l'attributaire se verra informé pour :

- apporter les pièces administratives nécessaires non exigées lors du dépôt de l'offre
- signer une mise au point.

Le MS sera ensuite notifié au titulaire de l'offre retenue.

1.1.4.3. Ordres de services

Les MS seront mis en œuvre au moyen d'ordres de service.

Les ordres de service sont notifiés par l'acheteur aux titulaires en cours d'exécution de leur.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-PI, lorsque les titulaires estiment que les prescriptions d'un ordre de service qui leur est notifié appellent des observations de leur part, ils doivent les notifier au signataire de l'ordre de service concerné dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Les titulaires se conforment aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de leur part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement qui a seul compétence pour formuler des observations à l'acheteur.

1.2. Intervenants

1.2.1. Acheteur

Les coordonnées des interlocuteurs de l'ONaCVG seront communiquées aux titulaires à la notification du marché accord-cadre.

1.2.2. Titulaires

1.2.2.1. *Représentant des titulaires / changement de représentant*

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, le ou les personnes physiques habilitées à représenter les titulaires ont été désignées au mémoire justificatif de l'offre.

1.2.2.2. *Modification affectant les titulaires*

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-PI

Les titulaires s'engagent à exécuter la prestation par les intervenants désignés dans le mémoire justificatif de l'offre et par les intervenants désignés dans les MS.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, tout nouvel intervenant doit faire l'objet d'une approbation par la personne publique.

En cours d'exécution du marché, en cas de remplacement d'un intervenant, les titulaires doivent proposer à l'ONaCVG un profil équivalant tant sur le plan de l'expérience que de la qualification. Le profil du nouvel intervenant doit être validé par l'ONaCVG avant toute intervention.

Par dérogation à l'article 3.4.3 CCAG-PI, dans l'hypothèse où le remplaçant est récusé, le titulaire concerné dispose d'un délai de deux semaines pour proposer un autre remplaçant.

1.2.2.3. *Agrément*

Les titulaires feront le nécessaire pour le renouvellement de leur agrément prévu à l'article L.125-3 du code la construction et de l'habitation délivré par le ministère chargé de la construction.

À tout moment durant l'exécution du marché, les titulaires doivent être en mesure de produire leur agrément en cours de validité, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Conformément à l'article 39.1 du CCAG-PI, l'absence d'agrément et/ou la non-fourniture de celui-ci est une cause de résiliation du marché aux torts du titulaire.

1.2.2.4. *Conditions relatives au groupement*

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire

1.2.2.5. *Conditions relatives à la sous-traitance*

Les titulaires peuvent recourir à la sous-traitance à condition de l'avoir déclarée et avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur.

Cependant, les missions de contrôle technique ne peuvent être sous-traitées qu'à des contrôleurs techniques agréés.

En précision à l'article 3.6 du C.C.A.G.-P.I., les titulaires disposent d'un délai maximum de 15 jours pour communiquer les coordonnées de la personne habilitée à représenter le sous-traitant.

1.3. Pièces constitutives

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

Les pièces contractuelles du marché accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

1.3.1. Pièces contractuelles

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires plafonds

- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le mémoire justificatif de l'offre
- Les actes de sous-traitance,
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JO du 1^{er} avril 2021 et entré en vigueur le 1^{er} avril 2021.
- Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique (CCTG/CT) approuvé par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999

1.3.2. Pièces contractuelles des marchés subséquents (MS)

Les pièces constitutives sont, par ordre de priorité :

- Les pièces particulières propres à chaque MS :
 - ♦ L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
 - ♦ La fiche de renseignements relative à l'opération de travaux,
 - ♦ Le cas échéant, toutes autres pièces contractuelles produites au stade de la consultation de chaque MS (complément au CCTP, offre financière, offre technique...).
- L'ensemble des pièces particulières, générales et indicatives du marché accord-cadre concerné, citées à l'article précédent.

1.4. Obligations générales d'exécution

1.4.1. Protection des données personnelles – RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 (dite "loi informatique et libertés") dans sa dernière version en vigueur, modifiée notamment par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, et transposant en droit français le règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

Le cas échéant, avant la mise en œuvre par les titulaires, pour le compte de l'acheteur, d'un traitement comportant des données à caractère personnel, un avenant doit être conclu au présent marché pour définir à minima les obligations des parties et les conditions relatives au traitement.

1.4.2. Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution, les titulaires uniques ou le mandataire et les membres du groupement doivent justifier au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, qu'ils sont titulaires d'une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, les titulaires doivent être en mesure de produire cette/ces attestation(s) en cours de validité, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

1.4.3. Documentation à fournir en cours d'exécution

Conformément à la réglementation en vigueur, les titulaires, ou chacun des membres du groupement, ainsi que, le cas échéant, chacun des sous-traitants, devront produire, TOUS LES 6 MOIS, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents ci-après.

En cas de retard dans la production de ces documents les titulaires sont passibles des pénalités de retard prévues à l'article 3.2.5.1 infra.

En cas d'inexactitude ou de non production de ces documents, le marché pourra être résilié.

Documents fiscaux et sociaux :

- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) en France, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique, et notamment : les attestations et certificats délivrés par les

administrations et organismes compétents prouvant que les titulaires ont satisfait à leurs obligations fiscales (impôt sur le revenu ou impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) et sociales,

- Pour le(s) cocontractant(s) établi(s) ou domicilié(s) à l'étranger, les pièces prévues aux articles R. 2143-7 à R. 2143-9 du Code de la commande publique.

Liste nominative des salariés étrangers :

Conformément aux articles D. 8254-1 à 6 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par les titulaires et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du Travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Article 2 : Prix et règlement

2.1. Prix du marché accord-cadre

2.1.1. Caractéristiques des prix

Le marché accord-cadre est à prix unitaires plafonds.

Le prix de chaque MS est global est forfaitaire hormis pour les MS à bons de commande. Les prix unitaires utilisés pour le calcul du prix global et forfaitaire de chacun des MS sont inférieurs ou égaux aux prix plafonds, le cas échéant révisés, du marché accord-cadre.

2.1.2. Contenu des prix

Les prix comprennent les frais de déplacement et d'hébergement, l'ensemble des charges et frais énumérés à l'article 10.1.3 du CCAG-PI ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle.

Les titulaires reconnaissent avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues aux cahiers des charges y compris les réunions.

2.1.3. Variation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M_0 , rappelé à l'acte d'engagement du marché accord-cadre, par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI.

Les prix du marché accord-cadre sont révisables à l'année $N+1$.

La révision se fera à la date d'effet de chaque reconduction du marché accord-cadre.

Les titulaires adresseront à l'acheteur, la proposition de révision des prix du bordereau des prix unitaires, avec la formule et valeur des indices, dans le mois qui suit la date anniversaire de date d'effet du marché accord-cadre.

Le coefficient de révision des prix (C) est obtenu par l'application de la formule suivante :

Formule	Index
$0,125 + 0,875 (A/A_0)$	Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 - Identifiant 001711010 – https://www.insee.fr

A = valeur de l'index retenu 2 mois avant le mois de révision,

A_0 = valeur de ce même indice au mois M_0

Le coefficient est arrondi au 1/1000^{ème} supérieur.

Si la valeur définitive d'un indice ou index n'est pas publiée au moment du calcul du coefficient de révision, il sera fait usage de la dernière valeur connue de l'indice ou index.

Si l'index de référence utilisé ci-dessus cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

2.1.4. Clause de sauvegarde

Dans l'hypothèse où l'évolution des prix est telle que l'augmentation est supérieure à 4% pour une période de douze mois, le marché accord-cadre pourra être résilié, sans mise en demeure et sans indemnité.

Cette décision sera notifiée aux titulaires dans le mois qui suit la réception du prix révisé et fixera la date d'effet de la résiliation.

2.2. Modalités de règlement

2.2.1. Avance

Le marché accord-cadre lui-même ne permet pas le paiement d'une avance.

Sauf refus des titulaires ou du sous-traitant, les dispositions ci-après s'appliquent aux MS.

Lorsque le montant initial du MS ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI : le taux de l'avance est de 5 %

Si la durée du MS ou de la tranche affermie est inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance sera obtenu par application du taux défini ci-dessus au montant initial du marché ou de la tranche affermie.

Si la durée du MS ou de la tranche affermie est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est calculé de la façon suivante :

$$\frac{\text{Montant TTC} \times 12 \times \text{taux de l'avance ci-dessus défini}}{\text{Durée en mois} \times 100}$$

Le montant du MS ou de la tranche affermie est entendu comme le montant correspondant au montant des prestations exécutées en propre par l'entreprise destinataire de l'avance.

La résorption de l'avance s'effectuera selon les modalités ci-après.

Le remboursement complet de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par l'entreprise atteint 80 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées.

Le remboursement de cette avance s'effectuera au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché selon la formule suivante :

$$\text{Montant de la résorption} = \frac{\text{Montant de l'avance} \times (\% \text{ avancement des prestations} - 65)}{0,15}$$

En cas de sous-traitance acceptée postérieurement au versement de l'avance aux titulaires, le remboursement par les titulaires de la fraction de l'avance correspondant aux prestations sous traitées s'impute sur les sommes qui lui sont dues dès la notification de l'acte spécial.

2.2.2. Répartition des paiements

2.2.2.1. En cas de groupement

Conformément à l'article 12.1 du CCAG-PI, le mandataire est, seul, habilité à présenter à l'ONACVG les demandes de paiement qui sont décomposées en autant de partie qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Il est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, les entreprises cotraitantes peuvent demander à l'article 4 de l'acte d'engagement le paiement sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou à celui du mandataire.

2.2.2.2. En cas de sous-traitance

Le sous-traitant, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, doit déposer sa demande de paiement qui est soumise à validation du titulaire concerné selon les modalités décrites à l'article 2.2.5.3 supra. Les titulaires disposent d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus. Passé ce délai la demande de paiement sera adressée automatiquement à l'ONACVG.

En cas de sous-traitance indirecte, le sous-traitant de premier rang doit obligatoirement fournir une caution personnelle et solidaire. L'ONACVG ne signera pas de subrogation de paiement.

2.2.3. Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à un mois.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement. Lorsque les titulaires remettent à l'acheteur une demande de paiement, ils y joignent les pièces nécessaires à la justification du paiement.

2.2.4. Demande de paiement

2.2.4.1. Contenu de la demande de paiement

Le contenu de la demande de paiement doit être conforme aux dispositions de l'article 11.3 du CCAG-PI et de l'article D. 2192-2 du code de la commande publique.

L'adresse de facturation inscrite sur les demandes de paiement est **obligatoirement** :

ONaCVG/Agence Comptable (SFACT)

Hôtel National des Invalides
129 rue de Grenelle - Escalier B
CS70780 – 75700 PARIS CEDEX 07
Courriel sfact@onacvg.fr

2.2.4.2. Calcul de la demande de paiement

Le calcul des sommes dues est établi par les titulaires.

2.2.4.3. Remise de la demande de paiement

La remise d'une demande de paiement intervient

- après l'admission des prestations,
- pour les demandes d'acomptes mensuels dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue, au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. Les titulaires notifient à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Les demandes de paiement sont adressées **uniquement par voie dématérialisée** (article L. 2192-5 du code de la commande publique) par la passerelle **CHORUS PRO en choisissant le cadre de facturation A4** (dépôt dans l'espace "Factures de travaux" de la solution), en utilisant le **code SIRET** de l'ONaCVG 180 007 015 00019 ainsi que le **n° d'engagement (EJ)** fourni lors de la notification de chaque marché subséquent.

En cas de sous-traitance ou cotraitance, les titulaires doivent ajouter l'espace « factures à valider » à leur « structure » dans Chorus Pro.

Le sous-traitant choisit le cadre de facturation A10 (demande de paiement dans le cadre de marchés de travaux), renseigne le code SIRET de l'ONaCVG, le numéro d'EJ comme indiqué ci-dessus et complète également le numéro de SIRET du titulaire concerné.

Le cotraitant choisit le cadre de facturation A13 (demande de paiement dans le cadre de marchés de travaux), renseigne le code SIRET de l'ONaCVG, le numéro d'EJ comme indiqué ci-dessus et complète également le numéro de SIRET du mandataire.

2.2.5. Acceptation de la demande de paiement

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

L'acheteur arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêtée au titulaire concerné.

2.2.6. Paiement pour solde et règlements partiels définitifs

Dès l'admission de la prestation, les titulaires adressent à l'acheteur leur demande de paiement.

2.2.7. Mode de règlement

2.2.7.1. Délai de paiement

Le délai de paiement des prestations est de 30 jours maximum à compter :

- pour l'avance, de la notification du MS,
- pour les acomptes, de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Toutefois, conformément à l'article R. 2192-17 du Code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle la conformité des prestations aux stipulations contractuelles est constatée lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

2.2.7.2. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

Il est fait application des articles R. 2192-31 à D. 2192-36 du Code de la commande publique.

Article 3 : Délais – Pénalités – Retenues

3.1. Délais

3.1.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des MS seront fixés dans les pièces de chacun.

Par défaut, l'article 7 du CCTP précise les délais intermédiaires maximum à l'intérieur de chacune des phases techniques pour chaque document.

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du C.C.A.G.-P.I.

Conformément à l'article 3.2.1 du C.C.A.G.-P.I., tout délai exprimé en semaine commence à 0 heure le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. En complément de l'article 3.2, il prend fin à l'expiration de la dernière heure du jour qui, dans la dernière semaine porte la même dénomination que le jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

3.1.2. Prolongation des délais

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues aux articles 13.2 et 13.3 du CCAG-PI.

3.2. Pénalités

Les titulaires restent intégralement redevables de la prestation dont le retard ou la non réalisation donne lieu à l'application de ladite pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

3.2.1. Plafonnement des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-P.I., le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

3.2.2. Exonération des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-P.I., les titulaires ne sauraient être exonérés d'aucune pénalité de retard.

3.2.3. Condition d'application des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI l'acheteur peut appliquer les pénalités de retard sans préalablement inviter les titulaires à présenter ses observations.

3.2.4. Recouvrement des pénalités

Le montant des pénalités sera calculé et prélevé par précompte sur les acomptes ou par émission d'un ordre de recouvrer lorsque le reliquat du marché est insuffisant.

3.2.5. Pénalités / retenues

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités suivantes s'appliquent pour les motifs indiqués.

3.2.5.1. *Pour le marché accord-cadre*

En cas d'absence d'offre remise lors de la consultation ou de compléments ou réponse aux demandes de précisions dans le délai maximal indiqué ou de constat manifeste de remise de réponses inappropriées, irrégulières ou inacceptables : 500 € forfaitaire par manquement

Délai de production de la révision de prix prévue à l'article 2.1.3 ci-dessus lorsque l'acheteur se substitue aux titulaires pour le calcul :100 €

3.2.5.2. *Pour les MS*

Délais concernés	Montant
Délais d'exécutions fixés à l'article 7 du C.C.T.P. du marché accord-cadre éventuellement modifiés par les clauses complémentaires propres à chaque MS	$P = (V \times R) / 200$ P = montant de la pénalité V = valeur HT du MS R = nombre de jours calendaires (inclut les samedis, dimanches et jours fériés) de retard
Remise de tout document ou informations administratives prévus aux MS : déclaration de sous-traitant, pièces demandées pour établir les formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du Travail sont accomplies, désignation des représentants, modification affectant les titulaires, etc...	Pénalité de 20 € par jour calendaires de retard et par document ou information
Absence aux réunions de chantier	Pénalité forfaitaire de 500 € par manquement
A défaut de production dans le délai de 15 jours suivant la demande d'une attestation d'assurance civile et décennale valide	Retenue d'un montant de 1/500 ^{ème} du montant du marché. Cette retenue sera libérée dès production de l'attestation d'assurance si celle-ci parvient dans un délai n'excédant pas 2 mois à compter de la demande initiale

3.2.5.3. *Vigilance en matière d'hébergement*

En cas d'application des dispositions de l'article L. 4231-1 du Code du travail, 2 alinéa, les titulaires encourent, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à la totalité des frais engagés par l'acheteur pour satisfaire à cette disposition, majorée de 5 %.

3.2.5.4. *En matière de lutte contre le travail dissimulé*

Au cas où les titulaires n'auraient pas donné suite à l'injonction de régulariser sa situation dans ce domaine, l'ONACVG peut :

- appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 €, dans les limites prévues par les textes,
- résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire concerné.

Article 4 : **Exécution des prestations**

4.1. **Développement durable**

4.1.1. Clause environnementale

Les titulaires sont soumis au respect d'obligations environnementales selon les dispositions de l'article 16.2 du CCAG-PI, dans les conditions suivantes :

Les titulaires privilégient, pour les différents sites concernés par l'accord-cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun. Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Les titulaires sont soumis au respect d'obligations environnementales selon les dispositions de l'article 16.2 du C.C.A.G.-P.I., dans les conditions précisées dans son mémoire technique.

En cas de non-respect de cette obligation, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 3.2.2.1 supra.

4.2. Pilotage

La prestation débute par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives à la prestation.

L'objet de cette réunion est de :

- présenter l'organisation du projet;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement);
- rappeler la nature des livrables et le planning associé;
- rappeler le processus de validation / acceptation des livrables;
- agréer le mode de reporting du prestataire (mise en oeuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes-rendus, etc.);
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire.

4.3. Moyens mis à disposition du titulaire

4.3.1. *Moyens*

Les contrôleurs techniques auront accès aux bases vies à disposition des entrepreneurs de travaux.

4.3.2. *Assurance des moyens mis à disposition des titulaires*

Il sera fait application de l'article 18 du CCAG-PI.

4.4. Lieux d'exécution

Dans le cadre de ses missions, les titulaires seront amenés à se déplacer sur tout le territoire français, **l'ensemble des frais de déplacements est compris dans les prix unitaires du marché.**

4.5. Rapports / Rapports d'exploitation

Les titulaires s'engagent à fournir tous documents, rapports ... prévus au C.C.A.P. et au C.C.T.P. dans les délais indiqués dans ces documents.

Les titulaires peuvent élaborer des versions de travail de leurs livrables finaux qu'ils échangent avec l'ONaCVG afin de recueillir des avis intermédiaires et permettre des réajustements le cas échéant.

Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

4.6. Arrêt de l'exécution des prestations

Les prestations de chaque MS sont scindées en plusieurs parties techniques, telles que déterminées à l'article 5 du C.C.T.P., à exécuter distinctement. Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI, seul le pouvoir adjudicateur peut décider au terme de chacune de ces parties de sa propre initiative, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du MS concerné.

4.7. Modifications

Si cela s'avère nécessaire à la bonne réalisation des marchés, l'acheteur se réserve la possibilité d'utiliser les dispositions des articles R. 2122-7, R. 2194-1 à R. 2194-8 du Code de la commande publique et de l'article 25 du CCAG-PI pour :

- pour la réalisation de prestations similaires à celles du marché initial,
- modifier des prestations prévues initialement,
- ajouter des prestations non prévues initialement mais devenues nécessaires à la réalisation du marché,

- en cas de circonstances exceptionnelles.

Une prolongation des délais d'exécution des marchés de travaux ou des travaux modificatifs en augmentation ne permettent pas au titulaire du MS concerné de se prévaloir par corrélation d'une modification de son prix ou d'une rémunération complémentaire. Un justificatif détaillé des études complémentaires qui en auraient résulté devra être produit par le titulaire du MS concerné.

L'acheteur se réserve le droit d'exclure les titulaires du marché accord-cadre des procédures de remise en concurrence organisées pour l'attribution de MS en cas de mauvaise exécution ou défaillance dans l'exécution de MS.

L'exclusion du marché accord-cadre concerné est alors prononcée par l'acheteur.

La décision d'exclusion est notifiée au titulaire du marché accord-cadre concerné par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

La décision d'exclusion du marché accord cadre ne peut intervenir qu'après que les titulaires aient été informés de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de dix (10) jours ouvrés. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. L'exclusion d'un titulaire à l'un des marchés accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité.

Article 5 : Constatations de l'exécution des prestations – Garanties – Destruction des données

5.1. Constatations

5.1.1. Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées au moment même de l'exécution de la prestation conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Les titulaires transmettent les documents d'études dès achèvement des prestations et, au plus tard, à l'issue du délai contractuel fixé.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, l'acheteur se charge des vérifications sans en aviser les titulaires du MS.

Conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G.-P.I., le délai dont dispose l'ONaCVG pour réaliser les opérations de vérification et notifier sa décision est de deux mois à compter de la réception de chacun des livrables.

5.1.2. Décisions après vérification

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sera prononcée par le représentant de l'acheteur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 29.3, lorsque les titulaires formulent des observations dans le délai de 15 jours qui leur est imparti après réception d'une décision d'admission avec réfaction, le représentant de l'acheteur habilité à cet effet dispose d'un délai d'un mois pour notifier une nouvelle décision.

Article 6 : Utilisation des résultats

Il est fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

Article 7 : Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

L'acheteur peut prononcer, sans indemnité, la résiliation du marché accord-cadre concerné à l'égard de tout titulaire qui n'aurait pas répondu, à trois reprises, à l'invitation à présenter une offre à un MS.

La résiliation d'un marché accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des MS en cours d'exécution qui s'y rattachent.

Les stipulations des articles 36 à 41 du CCAG-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables au marché accord-cadre et aux MS.

Lorsque l'acheteur résilie un MS pour motif d'intérêt général (article 40 du CCAG-PI), les titulaires ont droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant, au montant initial hors taxes non révisé du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 4 %.

Article 8 : Différends

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 43 du CCAG-PI s'appliquent.

La juridiction pour tout recours lié à l'exécution du marché accord-cadre et des MS est le Tribunal Administratif de Paris.

En outre, en cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

Article 9 : Dérogations au CCAG-PI

Les dérogations aux CCAG-PI, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent C.C.A.P.	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
1.1.5.3	3.8.2
1.2.2.1	3.4.1
1.2.2.1	3.4.3
1.3	4.1
2.1.3	10.2.4
3.2.1	14.1.2
3.2.2	14.1.3
3.2.3	14.1.1
3.2.5	14.1.1
4.6	22
5.1.1	28.5
5.1.2	29.3